



HAL
open science

Le désarmement dans l’histoire des faits et des pensées économiques

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le désarmement dans l’histoire des faits et des pensées économiques. Aspects internationaux de l’économie des armes, Université Pierre Mendès France Grenoble, CEDSI, 1993. hal-03183984

HAL Id: hal-03183984

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03183984>

Submitted on 29 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le désarmement dans l'histoire des faits et des pensées économiques

Jacques Fontanel

Aspects internationaux de l'économie des armes,

Université Pierre Mendès France, CEDSI
Grenoble, 1993.

Résumé : La lutte pour le leadership international des grandes puissances, les effets de domination et l'essor des technologies militaires et leur influence sur le développement économique et la course aux armements modifient les conditions du développement économique contemporain. Les économistes s'interrogent sur le caractère belligère des systèmes économiques. Les études économétriques ont cherché à mettre en évidence les relations entre les dépenses militaires et leur évolution dans le temps et leur structure sur la croissance économique, la formation brute de capital fixe, l'emploi, l'inflation, la balance commerciale, la recherche développement et plus généralement sur le développement économique d'un pays. Les résultats sont parfois divergents selon les pays ou les périodes.

The struggle for international leadership by the great powers, the effects of domination and the rise of military technologies and their influence on economic development and the arms race are changing the conditions of contemporary economic development. Economists have questioned the belligerent nature of economic systems. Econometric studies have sought to highlight the relationships between military expenditure and its evolution over time and its structure on economic growth, gross fixed capital formation, employment, inflation, the balance of trade, research and development and, more generally, on the economic development of a country. The results are sometimes divergent depending on the country or the period.

Dépenses militaires, armement, développement économique, croissance économique, emploi, recherche-développement, inflation.

Military expenditure, armaments, economic development, economic growth, employment, research and development, inflation.

Les effets du désarmement ne peuvent pas être mesurés indépendamment des politiques économiques menées par les gouvernements. Une réduction volontaire des dépenses militaires ne peut pas se satisfaire d'un raisonnement de type ceteris paribus. La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation économique des pays du tiers monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises reconverties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande partie de leurs ressources d'exportation. Une réduction des dépenses de recherche-développement militaire au profit du secteur civil peut conduire à un accroissement du "gap" technologique et, à terme, à un élargissement des inégalités économiques. Autrement dit, un désarmement mondial devrait modifier les conditions de la concurrence et du partage mondial des richesses.

L'analyse économique contemporaine ne permet pas de répondre clairement aux trois questions fondamentales de l'économie de la défense et donc de l'économie du désarmement:

- Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire quel est le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ?
- Quel est le pouvoir explosif (bang for a buck) d'un dollar (c'est-à-dire quelle est la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale)
- Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire quel est le niveau optimal des dépenses militaires, compte tenu des contraintes de sécurité présentes et à venir) ?

Ces questions sont d'ailleurs étroitement liées les unes aux autres, car le pouvoir explosif d'un dollar est une indication intéressante des sommes à engager pour la défense nationale dans une situation de rareté relative. Les économistes se préoccupent principalement de la première et de la troisième questions. De nombreux mythes entourent les réflexions sur les dividendes de la paix, qui sont réputés importants, capables de résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays malgré quelques coûts et difficultés de structures conjoncturels (Hartley, 1990).

L'armement a joué un rôle économique incontestable. Il a notamment permis le développement d'effets de domination et favorisé l'essor des technologies dures modernes.

L'analyse économique du couple armement-désarmement au banc de la méthode historique

L'histoire nous apprend que l'armement a été à l'origine d'effets de domination, qu'il a modifié les cartes mondiales de la compétitivité internationale (notamment lorsqu'il a été utilisé dans les guerres mondiales ou régionales) et qu'il a fortement influencé les technologies civiles.

A) Les effets de domination et les cartes de la concurrence

Historiquement, les guerres de colonisation se présentent comme des causes fondamentales, mais non exclusives, du sous-développement (Fontanel,1990) Elles ont favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la destruction des artisanats locaux, l'établissement de frontières nationales aberrantes, le développement d'une économie désarticulée, entièrement tournée vers la métropole. Ces rapports de force, sous des formes diverses et parfois atténuées, n'ont pas vraiment été remis en cause, comme en témoigne le relatif équilibre qui subsiste dans les régions les plus défavorisées, largement dépendantes de zones d'influence héritées des antagonismes des grandes puissances et de la colonisation. Les grandes négociations économiques internationales rappellent l'existence des rapports conflictuels et l'importance du statut de puissance nucléaire. La menace d'utilisation des armes constitue toujours un facteur décisif de diffusion des modes de production dominants et du maintien des pouvoirs existants. En outre, les grandes puissances économiques se servent de leur aide militaire et civile pour maintenir leur influence politique, économique, idéologique, voire morale. Cependant, l'autonomie d'un pays est d'autant plus affectée qu'un partenaire exerce sur lui une emprise structurelle fondée sur les rapports militaires. La technologie occidentale est fortement influencée par la militarisation des économies avancées et elle domine encore, malgré les exemples contraires du Japon et de l'Allemagne, le développement industriel contemporain. Les pays développés disposent alors d'un pouvoir contractuel considérable, fondé sur les zones d'influence souvent définies par la force ou les accords militaires. De bonnes relations avec le gouvernement américain facilite l'obtention de lignes de crédit auprès des grands organismes financiers internationaux. En fait, l'existence des dangers et la volonté des Etats de lutter contre l'assujettissement constituent des facteurs largement dépendants de la course aux armements des grandes puissances, provoquant une "surdétermination de l'économie" (Chatelus,1982) aux contraintes militaires et stratégiques. Dans ces conditions, une procédure de désarmement modifie incontestablement ces rapports de pouvoir qui s'expriment aussi dans la sphère économique.

Les facteurs économiques deviennent des armes permanentes qui, pour se régénérer, ne peuvent constamment être déviées de leur fonctions essentielles (Fontanel & Bensahel,1991). L'économie est devenue un instrument de pouvoir souvent appliqué aux rapports conflictuels des Etats.

L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution (Baldwin, 1985). L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers, puisque l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi. La stratégie internationale implique la prise en compte de toutes les dimensions de la vie sociale, dont l'économie fait partie. Les armes économiques sont utilisées dans le but d'affaiblir l'ennemi potentiel. La stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires et de la doctrine de l'équilibre de la terreur. Au niveau des superpuissances, les degrés de liberté sont peu nombreux. Les Etats sont donc amenés à avoir une stratégie de "manoeuvre indirecte" qui se définit comme l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens.

- Il s'agit notamment de ne pas livrer à l'ennemi des armes qui pourraient se tourner contre l'exportateur. L'idée est qu'il ne faudrait vendre que les produits qui n'amélioreraient pas autant la croissance économique du pays receveur que celle du pays vendeur. Autrement dit, l'échange inégal est revendiqué, souhaité, espéré. Toute fourniture de technologie sensible doit être étudiée et refusée si le secteur militaire adverse est susceptible d'en bénéficier. Les divergences concernant l'utilité de ces mesures sont nombreuses. Pour certains auteurs, l'embargo sur les céréales n'a eu aucun effet négatif sur l'économie soviétique, alors que les gouvernements américains ont fait un calcul différent. Pour d'autres auteurs, c'est l'ensemble des technologies de pointe qui devraient être concernées. Pour Kuttner (1991), la défense de la base industrielle entreprise par le Pentagone s'est avérée extrêmement coûteuse et elle a peu à peu érodé la capacité compétitive de l'économie américaine. Au départ, cette politique était fondée sur trois principes essentiels : les Etats-Unis sont les leaders économiques et ils peuvent donc contrôler la technologie avancée, les exportations ne sont pas très importantes pour l'économie américaine et le coût de ces contrôles serait relativement faible et enfin les technologies duales sont peu nombreuses et elles sont facilement isolables. Or, ces hypothèses ne sont plus vraies, d'autant que le Système de Contrôle des Exportations est devenu de plus en plus exigeant, s'appliquant aux brevets américains des produits fabriqués à l'étranger. Il en a résulté une méfiance des clients potentiels qui, à technologie égale, se sont tournés vers d'autres fournisseurs moins directs. Avec la nouvelle donne stratégique internationale, l'importance des contrôles du COCOM va tendre à diminuer et une meilleure compétitivité des produits américains en est attendue.

- La stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre, chère aux mercantilistes, est souvent présentée comme l'une des raisons fondamentales de l'effondrement de l'économie soviétique. Une course aux armements réduit les potentialités de développement des Etats, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement, ce qui accroît la puissance des pays les plus riches. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir à court terme la suprématie militaire, mais pour affaiblir l'ennemi au point de le déstabiliser socialement.

- La stratégie de la rupture est manichéenne. L'objectif est de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers cherche

à déstabiliser le pays qui subit unilatéralement cette décision. L'embargo est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Cependant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Au total des expériences modernes, il n'est pas évident que les premières victimes soient celles qui étaient visées. Une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés (notamment, pour l'importateur, par l'implantation de nouvelles productions locales, par la recherche de produits nationaux de substitution et par l'appel à de nouveaux importateurs).

- La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix. La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. L'Ostpolitik notamment a longtemps considéré que les liens commerciaux jouent un rôle modérateur sur les idéologies. Cette stratégie, défendue en leur temps par Nixon et Kissinger, si elle est plus facile à mener, fait naître des effets pervers. Comme arme d'attaque son efficacité est faible et son impact est impossible à mesurer réellement dans l'abstrait.

- La stratégie de la violence politique vise à prendre le pouvoir économique lorsque celui-ci est hostile et à affaiblir progressivement les couches sociales dominantes. Pour ce faire, il faut contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats. Dans un pays, on peut déposséder les détenteurs du pouvoir économique de manière légale et officielle, notamment par la nationalisation ou par le contrôle des appareils syndicaux.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement. Le gouvernement américain a les moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois la situation stratégique globale et les termes de l'échange nationaux. Dans ce cas, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer une domination sociale. L'affrontement étant global et total, toutes les dimensions de la vie nationale sont concernées. L'arme économique est courante, elle s'impose aux politiques économiques. Cependant, l'utilisation des armes économiques n'est efficace que si elle s'appuie sur des forces militaires et politiques sans failles. Un désarmement qui négligerait le potentiel d'insécurité que constitue des armes économiques ne serait pas bien durable. L'arme alimentaire n'est pas nouvelle. De nos jours, la production mondiale de céréales pourrait fournir plus de 3000 calories à chaque personne. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter 2% de la production céréalières vers ceux qui en ont besoin (Fontanel, 1984). Selon le ministre de l'Agriculture de Ronald Reagan en 1981, l'arme alimentaire est l'arme la plus puissante dont les Etats-Unis disposent pour assurer la paix dans le monde. En outre, l'aide à l'étranger est souvent arrêtée en liaison avec l'aide militaire.

Autrement dit, si les dépenses militaires affaiblissent l'économie nationale, il convient de déterminer le chemin optimal entre les menaces du présent et les exigences de demain. L'économie contemporaine se présente comme un champ de conflits ; un processus de désarmement bien mené peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. L'économie du Tiers-Monde reste très dépendante des pays développés. La plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International (Fontanel, 1981),

mais si la colonisation est incontestablement responsable du sous-développement de nombreuses régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalités politiques, exploitations économiques), elle est aussi un bouc-émissaire bien pratique pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers-Monde. "Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires" (Fontanel,1991). Pourtant, quelques économistes considèrent que l'esprit militariste est susceptible de favoriser le développement de l'épargne et sa mobilisation et que le pouvoir militaire est capable, dans les pays du Tiers-Monde, d'accroître le taux d'exploitation des ressources disponibles, de réduire la consommation en faveur d'une épargne productive et d'établir les bases d'un développement économique (Benoit,1978). Dans ces conditions, si l'on se rapporte à cette conception "civile" des forces militaires, un désarmement qui réduirait le rôle de l'armée dans la société n'apparaît pas souhaitable.

La situation internationale actuelle, favorable au désarmement, est probablement liée à la crise économique des grandes puissances militaires qui les obligent, à défaut de disposer d'une supériorité militaire incontestable, à chercher une "respiration" propice à une nouvelle croissance économique. Dans ces conditions, le désarmement serait le résultat d'une volonté de redistribution des cartes de la concurrence, tous les participants disposant d'un jeu de blocage de plus en plus contesté par les opinions publiques (Lambelet & Luterbacher,1987 ; Brito & Intriligator,1987). En situation de crise économique, la gestion d'une économie fortement militarisée s'avère de plus en plus difficile. Cette situation produit des résultats très controversés des effets d'entraînement éventuels suscités par la libéralisation du commerce et l'essor de nouveaux effets de domination favorables aux pays développés et responsables de l'enlisement constant des économies des pays du Tiers-Monde. Pourtant, l'ouverture des frontières économiques n'est pas la panacée au développement économique généralisé, car sans une véritable organisation internationale établissant des règles de protection des économies fragiles, une telle politique conduit inéluctablement à des rapports de force et donc à des conflits internationaux.

B) La technologie militaire et le développement économique

Au XIXème siècle, les économistes étaient convaincus que la technologie militaire corrompait son homologue civile (Edgerton,1987). Cette conception a été peu à peu atténuée par les extraordinaires performances techniques développées par le secteur militaire et de nombreuses théories estiment que cette militarisation est susceptible d'avoir des effets positifs sur l'économie nationale. Robert Merton (1938) considère que le secteur militaire joue une influence extérieure considérable sur le développement des sciences et des technologies. Cette relation ne date pas d'hier. C'est ainsi que les thèses de Galilée ont pu être démontrées grâce aux applications pratiques de la théorie des projectiles nécessaires à l'armée. De Descartes à Papin, en passant par

Newton, Bernouilli, Euler ou Leibniz, les problèmes soulevés par l'art militaire ont, au même titre que l'économie ou les valeurs du puritanisme ou du protestantisme intransigeants, été à l'origine de nombreuses découvertes scientifiques. Le traditionnel système du patronage favorisait cette relation entre les scientifiques et l'armée, mais avec la révolution industrielle, un nouveau modèle de rapports entre science et armée va apparaître. C'est à partir de la Première guerre mondiale qu'on a assisté à la mécanisation des opérations militaires. Certaines nouvelles technologies ont été expérimentées d'abord pendant le combat : chars, équipements radio, gaz, aviation. Dans ces conditions, la science et la technologie ont été délibérément organisées et maintenues dans ces formes d'organisation à des fins militaires. Cependant, cette Guerre n'a pas été gagnée par les scientifiques, qui n'ont fait que moderniser des armes anciennes, vecteurs de stratégies conservatrices et peu imaginatives. Ce fut plus une guerre d'usure qu'une guerre de la technologie. Pour Lewis Mumford (1934), seuls le secteur militaire et la guerre offrent des capacités suffisantes d'utilisation ou d'absorption de la production des nouvelles installations capitalistes. L'armée est un consommateur parfaitement adapté au système industriel et les intérêts économiques des industriels et des militaires se complètent. C'est la première version de la notion de complexe militaro-industriel. De nombreux facteurs viennent étayer cette thèse, comme le modèle rationnel de gestion et l'application du taylorisme dans les arsenaux militaires. L'industrie a beaucoup appris de la guerre, notamment l'organisation, la discipline, la normalisation, la coordination des transports et des approvisionnements, la séparation des services fonctionnels et hiérarchiques et la division du travail. Les principes fondamentaux du système industriel américain en matière de machines-outils, de pièces de rechange, de fabrication en série ont été étendus au secteur civil à partir des arsenaux, armureries ou sous-traitants de l'armée. En outre, devant l'importance de l'effort des investissements modernes de R&D, les industries civiles n'ont pas pu suivre. L'armée a apporté son effet masse.

Contrairement à la Première Guerre Mondiale, les armes nucléaires et le savoir-faire technique apparus à la fin du conflit mondial du milieu du XXème siècle différaient considérablement des armes du début. Les pouvoirs publics se sont mis à investir dans la science pour des raisons de sécurité. Pour Oppenheimer (1955), les physiciens ont connu le péché. Même si l'arme nucléaire n'a pas vraiment gagné la guerre, l'opinion publique est convaincue du contraire. Et maintenant, la science est devenue décisive pour la plupart des formes modernes de la guerre. Aujourd'hui l'inventeur solitaire a disparu laissant la place aux "task forces" des scientifiques et des laboratoires. Les pouvoirs publics se sont mis à investir dans la science pour des raisons de sécurité. L'après-guerre a même été marquée par la recherche du secret scientifique, par les habilitations défense, par l'embauche massive de scientifiques dans le complexe militaro-scientifique. L'existence d'importantes facilités de financement de projets scientifiques, la faculté de mener à bien des projets autrement irréalisables, l'acquisition d'un statut spécial privilégié du personnel dans la société ont été essentiels dans cette séduction réciproque. A partir de 1950, avec la construction de la bombe à hydrogène décidée par Truman, malgré l'hostilité de ses conseillers scientifiques, la loi du secret devint la règle. L'économie et la science nationales pouvaient alors être mises à la disposition du pouvoir. Le complexe militaro-industriel a alors accru son pouvoir, avec la mise en place "d'usines à penser" nationales comme la Rand Corporation aux Etats-Unis sur les nouveaux problèmes de sécurité nationale. La guerre a appris aux savants à travailler en commun et à leur démontrer l'efficacité de la recherche

collective. Elle a modifié de manière décisive la méthode, l'esprit et l'échelle des recherches en laboratoire. A la fin de la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis ont renforcé leur effort technologique dans le domaine de l'armement. Or, depuis cette période, la compétitivité technologique de ce pays a tendu à diminuer, ce qui n'a pas facilité le maintien de son avance en matière de développement économique. Les Etats-Unis ont progressivement perdu de l'importance dans la recherche mondiale, dans les transferts des licences et brevets et dans le commerce de produits à forte technologie ajoutée. S'ils sont encore en tête de la course technologique internationale, ils n'en connaissent pas moins un déclin dont la cause est souvent attribuée à l'effort excessif accordé aux produits militaires au détriment des produits civils. La technologie n'est pas apolitique ; elle est influencée par les forces politiques et sociales et les produits industriels charrient en même temps une culture. Or, la R&D militaire ne conduit pas nécessairement à l'amélioration de la compétitivité industrielle, d'autant qu'elle ne se fixe pas a priori l'obligation d'une adaptation aux activités commerciales et qu'elle s'impose parfois même le secret de l'information. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, l'influence de la technologie militaire sur la technologie civile s'est considérablement développée, avec la constitution, pendant la coexistence pacifique, de complexes militaro-bureaucratique-industriels officiels puissants. Cela ne veut pas dire pour autant que cette relation est nouvelle, l'histoire des techniques pouvant témoigner des relations fortes entretenues dans les domaines de la recherche et des nouvelles technologies par le secteur militaire et les activités industrielles civiles.

Parfois, les scientifiques ont été pris en otage, entre le souhait de continuer leurs recherches et des crédits qui sont dispensés plus largement dans le secteur militaire. Cette procédure a été maintenue encore récemment avec l'Initiative de Défense Stratégique (IDS). Or, les résultats économiques attendus de cette R&D militaire du programme IDS sont faibles. Une très petite fraction de brevets intéresse le secteur privé, car ils concernent trop des produits artisanaux et pas assez d'améliorations de procédés. Les brevets des Armées américaines sont nombreux, mais moins de deux pour cent de ceux-ci développés par la Marine ont vraiment fait l'objet d'accords de licence. La course aux armements est devenue le principal facteur de développement cahotique des sciences. Elle le restera jusqu'aux années 1980, pendant lesquelles le Japon et l'Allemagne ouvriront d'autres voies, mal explorées par les autres puissances trop préoccupées par leur leadership militaire.

Ces analyses historiques des liens étroits entre les variables économiques fondamentales et le désarmement ne conduisent pas toujours à la théorisation du couple développement économique-dépenses militaires. Les économistes ont aussi abordé ces questions, avec leurs concepts, leur langage et leurs modèles.

Les fondements économiques de la sécurité nationale

Avec les raisonnements habituels fondés sur l'économie cosmopolite, la science économique moderne a tendance à gommer tous les conflits non économiques. Or, les stratégies des Etats exercent une influence certaine sur l'ensemble des relations économiques internationales. Dans un monde d'Etats souverains, la sécurité des Nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière. L'histoire de la pensée économique est édifiante à ce propos (Fontanel, 1987a). Comme les théories se renouvellent constamment, il ne nous semble pas utile de retenir

une analyse de type chronologique. Plusieurs thèses sont à la fois simultanément et successivement retenues. Nous analyserons ainsi :

- L'effort militaire comme facteur de développement
- La paix, résultante de la disparition du capitalisme
- Les dépenses militaires comme dépenses publiques particulières
- La guerre, conséquence de systèmes économiques antagonistes
- Le développement économique, facteur de paix

A) La défense armée comme facteur de développement

Dès l'origine des temps, la guerre a été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses. Cependant, à partir du septième siècle avant Jésus-Christ, les méthodes de combat fondées sur la qualité des armes naissent d'un contexte socioéconomique particulier, dans lequel le développement de l'agriculture passe par la protection des sols, qui est alors confiée à une aristocratie courageuse, entraînée et organisée. Il est incontestable que la défense armée a fortement influencé le système des valeurs morales et culturelles de la civilisation grecque. Aristote le premier l'attestera, soulignant ainsi le rôle prédateur du conflit pour le plus puissant. Comme l'homme a à lutter contre les bêtes féroces, il doit combattre pour conserver sa liberté et ses richesses. L'esclave libère l'homme libre des tâches pénibles et dégradantes. Or, si l'esclave est prédestiné à sa situation, les conflits peuvent conduire à l'asservissement des hommes libres vaincus. Si Platon dans sa cité idéale considère que l'ordre militaire doit se soumettre à celui des philosophes, Aristote constate que celui qui dispose souverainement des armes a le pouvoir de maintenir ou de renverser les institutions. L'économique semble jouer un rôle secondaire dans ces considérations des causes des conflits, mais il n'en reste pas moins que l'esclavage est un instrument de production essentielle à l'économie grecque. Cette soumission de l'économique au religieux et au politique sera retrouvée dans les analyses de Saint Thomas d'Aquin ou de Saint Augustin.

Dans ce type de théorie, le désarmement ne peut pas s'accompagner d'un développement. Pour les mercantilistes (Silberner,1957), la puissance du Prince est l'objectif fondamental de toute économie nationale. Dans ces conditions, l'optimum économique n'a pas de signification en soi, car il est toujours est préférable pour une Nation d'être moins riche si les autres Etats sont proportionnellement encore plus pauvres. La défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. Dans ces conditions, le désarmement n'a pas de sens. Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List (1957), partisan inconditionnel du système national d'économie politique, qui suggère que le laissez-faire libéral conduit à la domination des plus forts et que les Nations doivent se protéger des convoitises étrangères. La plupart des réflexions contemporaines sur la guerre économique peuvent trouver leur origine dans ces courants de pensée. La thèse de l'échange inégal (Emmanuel,1969), la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances (Freyssinet,1969) ou le concept de guerre économique (Baldwin,1985) sont autant de réflexions qui perpétuent cette analyse économique en termes de pouvoir. Les analyses stratégiques fondées sur la théorie des jeux abordant les questions de la concurrence, de la négociation, du bluff, de la menace, de la course aux armements sont dorénavant couramment utilisées (Rapoport,1960; Schelling,1960; Boulding,1962), si les armes sont quantifiables et leurs effets probabilisables, notamment dans le cadre de la dissuasion nucléaire. La

économique et à un affaiblissement irréversible des performances de la défense américaine a été avancée, même si, d'un autre côté, ce qui a été appris peut à tout moment être reformulé, notamment par ceux qui, dans ce domaine, avaient pris du retard.)

La guerre fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales, car la possibilité permanente d'y recourir est le fondement même de la stabilité des gouvernements. La subordination des citoyens à l'Etat est largement dépendante de la sécurité internationale. En conclusion, pour ce courant de pensée, toute procédure de désarmement qui ne se limite pas à réduire le surarmement ne va pas nécessairement dans le sens du progrès humain et économique.

B) Les contradictions du capitalisme rendent illusoire le désarmement

Si Marx et Engels (1848) n'ont pas particulièrement analysé le désarmement, ils n'en ont pas moins une conception originale de la stratégie mondiale. La paix et donc le désarmement n'ont pas de vertu morale en eux-mêmes. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut engendrer un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. D'ailleurs, le capitalisme est étroitement associé à la guerre et la lutte révolutionnaire de classes conduit à la paix. Ces analyses ont été poursuivies notamment par Rosa Luxemburg (1913) et Lénine (1916). Pour la première, l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, d'abord comme catalyseur de l'accumulation primitive, ensuite comme instrument de domination coloniale et enfin comme facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le monde. Pour Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, nécessairement marqué par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde, rendait impossible tout processus non conjoncturel de désarmement, en dehors de l'avènement du socialisme. La lutte pour la paix passe par la révolution et la lutte pour le socialisme. Ces thèses ont été reprises par des auteurs contemporains.

Pour Baran et Sweezy (1968), les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives, qui forment le ciment de la Nation et assurent la pérennité du capitalisme. Baran et Sweezy affirment que la prospérité des Etats-Unis d'après la guerre est due en grande partie aux énormes dépenses militaires. Le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant notamment dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement. La thèse de l'économie des armes permanentes (Kidron, 1970) suggère que les dépenses militaires exercent une influence positive sur les profits, la technologie capitaliste et la demande de travail. Ron Smith (1977) conteste cette analyse préférant situer le besoin d'armement du capitalisme dans la lutte contre le communisme, le maintien de l'hégémonie américaine et la volonté de conserver l'ordre

international existant. Ernest Mandel affirme que l'Etat, par ses commandes régulières et fiables, stimule certes le secteur militaire, mais il assure ainsi la relance générale et le plein emploi. Cette militarisation de l'économie est inhérente au capitalisme. Enfin, Gunder Franck (1972) considère que le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation du territoire, soit par l'intimidation, soit par la mise en place au pouvoir de collaborateurs nationaux. Les dépenses militaires constituent cependant un énorme gaspillage de ressources ; cette marchandise ne participe pas au processus de reproduction sociale, car il ne présente pas toutes les caractéristiques d'un bien de consommation contribuant à la reconstitution de la force de travail, ni celles d'un bien de production participant au renouvellement de l'équipement technologique. Il s'agit d'une consommation improductive, ne produisant aucune richesse et affirmant la répression des classes prolétaires du monde. Cette conception a été abandonnée par les économistes soviétiques à la fin des années 1960 ; ils admettent en effet la possibilité, au moins provisoire, d'un désarmement sans disparition du capitalisme, compte tenu de l'importance des complexes militaro-industriels et de la nécessité de les combattre. La thèse selon laquelle la lutte pour la paix constitue la forme supérieure de la lutte des classes va être alors abandonnée dès le 27ème Congrès du PCUS. L'idée est alors d'insister sur l'autonomie croissante du complexe militaro-industriel, véritable parasite des secteurs civils, interdisant notamment la diffusion de la haute technologie au secteur civil (Rogalski, 1993).

Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent. L'idée d'un désarmement n'est pas satisfaisante dans le cadre d'un capitalisme triomphant. Selon la conception marxiste, lorsqu'une véritable procédure de désarmement sera engagée les fondations du capitalisme seront suffisamment ébranlées pour que le développement s'impose avec l'avènement du socialisme. L'histoire n'aura vraiment pas confirmé cette analyse..

C) Les dépenses militaires, dépenses publiques particulières

L'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements, qu'à la nature des fondements de la course aux armements (Keynes, 1921). Pour elle, les dépenses militaires réduisent le potentiel national d'investissement et en situation de plein emploi, le dilemme entre le beurre et les canons reste d'actualité. Les dépenses militaires n'en restent pas moins utiles pour l'amélioration de la sécurité internationale et pour faire face à la menace des économies planifiées. En généralisant à l'excès, les keynésiens ont réduit leur analyse à une conception purement politique et conjoncturelle de la sécurité nationale, laissant une place importante au désarmement négocié.

Joan Robinson (1972) montre que l'analyse keynésienne n'insiste pas suffisamment sur l'utilité propre des investissements. Lorsque le chômage augmente et les profits diminuent, le gouvernement investit dans l'armement. Si les effets peuvent être positifs à court terme, ils sont globalement néfastes pour l'ensemble de la communauté à plus long terme. La course aux armements permet de limiter certaines formes de crises économiques conjoncturelles, mais la société libérale reste incapable d'éradiquer la pauvreté interne et d'aider les pays en voie de développement dans leur quête du bien-être minimum. Pour Nef (1949), la paix stimule l'activité économique, contrairement à la guerre qui paralyse les relations commerciales, détruit les

productions et retarde l'application civile de la recherche. Il conteste l'analyse de Sombart selon laquelle la guerre serait un facteur de paix, notant que même les plus grandes découvertes militaires ont été souvent réalisées à des fins pacifiques. Cependant, le progrès industriel est susceptible d'amener la guerre plus sûrement que la guerre ne favorise le progrès industriel. Lester Thurow (1982) ajoute que les dépenses militaires produisent des tensions inflationnistes importantes susceptibles de réduire la compétitivité nationale et d'engendrer des effets d'éviction. Ces analyses insistent sur l'idée du fardeau, du choix à long terme entre le beurre et le canon et de l'investissement social et économique important que constitue un processus négocié de désarmement, ceteris paribus (Intriligator, 1992, Fontanel, 1991). En termes de coûts d'opportunité, les dépenses militaires ont un effet négatif sur le développement économique, quand bien même leur fonction de dépenses publiques est susceptible, à court terme, d'avoir des effets positifs sur la croissance d'un pays. Cette analyse a été présentée très clairement par Ward et Davis (1990).

D) Les dépenses militaires, un fardeau conséquence de systèmes économiques antagonistes

L'analyse néo-classique crée le paradigme pacifiant d'une économie de marché dénuée de relations de pouvoir. Les conflits sont politiques, souvent fondés sur l'opposition entre le capitalisme et le socialisme. Les mécanismes du marché, l'équilibre, les schémas de la croissance sont construits dans l'hypothèse de la paix dans un monde acquis au capitalisme. Les économistes néo-classiques analysent les dépenses militaires comme un bien collectif public improductif. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social, qui est maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. Pour Von Mises (1866), la guerre ne justifie pas l'interventionnisme étatique, notamment en matière fiscale. L'entente des peuples peut être durablement réalisée avec la généralisation du capitalisme et la substitution de l'Etat-Providence par l'état du laissez-faire.

Le rôle de l'Etat dans la vie économique s'est accru pendant les périodes de conflit. Les dépenses militaires ont souvent été l'occasion d'une aggravation de l'étatisation. L'intervention systématique de l'Etat dans la vie économique donne des pouvoirs injustifiés à la bureaucratie sous couvert d'intérêt collectif. Dans ces conditions, cette dernière essaie d'obtenir des dépenses militaires élevées en vue de conserver son pouvoir et elle dispose pour ce faire du quasi monopole de l'information. Dans ces conditions, il se développe un complexe militaro-industriel qui favorise l'accroissement des investissements et le gaspillage militaire. L'analyse de Richardson (1960) montre que l'accroissement des budgets de préparation de guerre accroît la probabilité de guerre. Pour Intriligator & Brito (1985), l'une des questions fondamentales des relations internationales est de savoir si la course aux armements conduit inexorablement à la guerre. Trois facteurs jouent simultanément : l'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels, la fatigabilité consécutive aux coûts de la militarisation et les griefs qui conditionnent la motivation de la course aux armements. Or, les résultats empiriques ne coïncident pas toujours avec la théorie, les dépenses militaires étant souvent plus dépendantes de considérations de politique intérieure et des choix stratégiques effectués avec les alliés, que de la réaction à un effort militaire supplémentaire de l'adversaire présumé (Fontanel & Smith, 1990).

E) La défense armée, contrainte politique et gaspillage économique

Pour les grands classiques anglais, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole et à ce titre aussi bien Adam Smith (1776) que David Ricardo (1817) condamneront la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie du Prince. Les conflits armés sont analysés comme des phénomènes surtout politiques, même si les considérations économiques ne sont pas complètement absentes. La constitution de forces militaires est cependant recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les économies moins développées. Les processus de désarmement des pays riches sont dangereux, compte tenu des convoitises dont ils font l'objet et qui s'exprimeront éventuellement, en fonction des rapports de puissance d'armement, dans l'ordre militaire. Ricardo souhaite pourtant l'existence d'un désarmement négocié, car il considère que la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement aux conflits armés.

Malthus (1803) analyse la guerre comme le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Il reconnaît même qu'à court terme, un accroissement des dépenses militaires peut augmenter la demande globale et donc exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie. Mais à long terme, du fait de la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il est une source fondamentale de conflits. Pour les Classiques anglais, le développement généralisé précède le désarmement. Ces idées seront, une fois n'est pas coutume, reprises par les libéraux français. Jean-Baptiste Say (1816) lui-même considère que la politique libre-échangiste favorise le désarmement et vice-versa. Au XIX^{ème} siècle, les socialistes utopiques (Saint-Simon, Fourier, Proudhon) vont, dans leur ensemble, considérer que le bien-être des populations s'oppose au développement des dépenses militaires. Ils développent même l'idée selon laquelle, avec l'émergence de la classe industrielle, la guerre va tendre à disparaître, car elle élimine le paupérisme, véritable cause de la misère (Silberner, 1957).

D'autres conceptions ont repris l'idée d'un progrès économique favorisé par la paix. Veblen (1915) considère que l'impérialisme et le militarisme sont des survivances féodales qui devraient disparaître avec la société industrielle. Josef Schumpeter (1942) affirme que la pensée libérale est d'abord pacifiste. L'impérialisme n'est pas une phase inévitable du capitalisme. Par contre, le capitalisme s'auto-détruit avec sa propension décroissante à innover, en faveur d'un socialisme faiblement innovateur et hautement égalitariste. De manière générale, la plupart des économistes libéraux estiment que la fonction militaire doit être limitée à son minimum, de façon à améliorer les performances économiques nationales. Pour Nef (1949), la paix stimule l'activité économique des Etats. Seymour Melman (1971) en contrepoint, insistant sur le souci du secteur militaire de la performance économique, au détriment des critères les plus essentiels de la compétitivité économique, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie américaine comme la perte de compétitivité, le développement de la bureaucratie, la diminution de l'investissement productif, l'apparition de complexes militaro-industriels. Les dépenses militaires constituent un gâchis et un coût insupportable. Ceci est d'autant plus vrai, que les effets d'entraînement du secteur militaire, notamment en matière technologique, sont très faibles, compte tenu de l'autonomie du complexe militaro-industriel. Ainsi, l'idée d'un

redéploiement de l'industrie militaire, fondé sur une base industrielle viable, commune à la fois au secteur militaire et civil, commence à se développer aux Etats-Unis (Vernant & Kapstein,1991). Les principes du Nouvel Ordre Economique International s'inscrivent aussi dans cette lignée philosophique. Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Les conflits s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale (Déclaration du Panel d'Eminentes Personnalités des Nations Unies,1986). De même, au-delà d'un certain seuil, la part excessive des dépenses militaires conduit au déclin (Kennedy,1989). Le Fonds Monétaire International lui-même vient à découvrir les effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance, la consommation privée, les dépenses sociales, le maintien de la capacité productive (Hewitt,1991). Il commence à établir une nouvelle conditionnalité pour réduire les facilités financières susceptibles de servir à l'achat d'armes. Dans cette conception, le désarmement favorise le développement, mais inversement, il ne peut y avoir de désarmement généralisé sans un développement économique universel.

Les principaux effets des variations des dépenses militaires par les méthodes économétriques

Les conflits armés ou les menaces de guerre sont presque toujours exclus de l'analyse économique contemporaine. Cependant, le choix du système de défense peut être influencé par l'utilisation des effets directs ou indirects des dépenses militaires sur l'économie, conduisant à une militarisation inéluctable de l'économie. Les analyses économétriques, produisant des résultats souvent divergents. Une approche synthétique de l'impact d'un désarmement, exprimé par une réduction des dépenses militaires, sur l'ensemble de l'économie témoigne d'une part du faible rôle à court terme des variations des dépenses militaires sur les variables fondamentales de l'économie et d'autre part du caractère circonstanciel et historique des relations suggérées par la méthode économétrique. Notons que s'il s'existe de nombreuses études de l'effet des dépenses militaires sur les économies nationales, les analyses spécifiques sur le désarmement sont plus rares.

Si les dépenses militaires sont improductives, toute action tendant à les réduire, à niveau de sécurité équivalent, est économiquement souhaitable. Cependant, il est incontestable que conjoncturellement des problèmes importants peuvent naître à la suite d'une procédure de désarmement : chômage accru pour les jeunes conscrits non appelés, réduction du nombre d'emplois des personnels militaires dont les compétences sont parfois trop spécialisées pour être aisément intégrées dans l'économie civile, diminution de l'activité des villes de garnison et des arsenaux (Dunne,1986).

Pour les pays les moins avancés, la mise en place d'une infrastructure, la modernisation des pensées, la formation au sentiment national et à l'intérêt collectif propres à la militarisation des économies permettent de lutter contre l'absorption des capacités de production et d'innovation (Deger,1986). Kennedy (1974) a montré que le secteur militaire pouvait parfois améliorer la cohésion de l'Etat, notamment lors de la guerre civile nigérienne.

Face à l'incontestable improductivité des dépenses militaires, il est difficile de concevoir, au moins en termes de coûts d'opportunité, que les dépenses militaires constituent le meilleur investissement possible pour le développement économique, sauf éventuellement en cas de conflit et même si les infrastructures militaires peuvent servir à la production civile et si les

soldats démobilisés et civilement reconvertis sont susceptibles d'améliorer la productivité nationale. Pour Deger (1986), il existe une relation négative entre le développement socio-économique et l'influence militaire, même si cette hypothèse de base n'est pas toujours soutenue par des études économétriques trop simplificatrices. Ce qui témoigne dans ce comportement, une grande méfiance à l'encontre des résultats économétriques.

L'analyse macro-économique des dépenses militaires est généralement examinée dans ses relations avec sept variables économiques fondamentales: l'investissement, la croissance, l'emploi, la balance des paiements, l'inflation, la recherche-développement et le développement économique. La notion de croissance économique ne recouvre pas celui de développement socio-économique, la croissance étant un moyen tourné vers le développement, c'est-à-dire l'amélioration de la qualité matérielle de vie, l'essor des droits des individus et la mise en place des conditions d'une vie qualitative culturelle, sportive, ludique satisfaisante.

A) La croissance économique

"La course aux armements gaspille des ressources,..., entrave les efforts nationaux de développement et menace les processus démocratiques... Les dépenses militaires n'ont à long terme aucune influence positive sur la croissance économique" (ONU,1983). Le secteur des armements est supposé non productif et une redistribution en faveur du secteur civil ne peut avoir que des effets positifs. Cependant, l'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. Pour quelques économistes (Galbraith,1968; Schmidt,1974), les dépenses militaires constituent un volant de sécurité à grande inertie, partiellement destiné au contrôle de la croissance du surplus. Les dépenses militaires, véritables instruments de régulation économique du capitalisme, constituent un gaspillage organisé, en créant une demande artificielle propre à écouler le surplus (Baran & Sweezy,1966). D'autres analyses ont considéré que le secteur militaire faisait bénéficier l'économie civile de retombées technologiques importantes, d'innovations décisives et d'effets de productivité (De Grasse,1983). En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou résultant d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie, comme c'est souvent le cas pour l'aéronautique, l'informatique ou la construction navale. Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent un débouché certain et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'essor des économies d'échelle et des effets de domination éventuels. L'existence d'une industrie nationale d'armement, surtout lorsqu'elle est fortement intégrée au tissu industriel, est un facteur dissuasif du désarmement.

Les études économétriques, généralement développées dans le cadre d'un modèle macroéconomique, laissent entendre qu'une augmentation des dépenses militaires semble être associée à un taux de croissance réel plus faible (Smith,1978, Leontieff & Duchin,1980, Fontanel,1980, Deger & Smith,1983, Georgiu & Smith,1983, Faini & al (1984), Biswas & Ram,1986).

Cependant, plusieurs analyses empiriques ont contesté ce résultat (C.B.O.,1983), Benoit (1978), Weede (1983). Pour Kinsella (1991) et Payne & Ross (1992), il n'existe pas de relations causales ni d'un côté ni de l'autre entre les dépenses militaires et les performances économiques. Le principal débat porte sur les effets multiplicateurs des dépenses militaires. L'école keynésienne considère que les dépenses militaires sont un instrument de lutte contre la crise de sous-consommation des économies de marché, d'autant que la production excédentaire ne peut pas toujours être résorbée par les dépenses sociales, lesquelles réduisent la motivation d'investissement par une réduction excessive des inégalités de revenus. Cette conception n'est d'ailleurs pas retenue par Paul Samuelson (1964) qui suggère que les dépenses militaires ont, au mieux, un effet multiplicateur neutre, que la fin de la guerre froide devrait même faciliter la croissance économique américaine et qu'il est préférable de favoriser les dépenses civiles publiques. Cette conception est défendue avec plus de vigueur par Dumas (1987) qui considère que la sécurité des Etats-Unis dépend au moins autant de son économie que des armes et que les dépenses militaires gaspillent la main d'oeuvre, le capital et la technologie d'une économie privée en situation de concurrence ardue, érodant ainsi son efficacité dans le long terme et produisant une organisation bureaucratique-militaire faiblement concernée par les règles de la compétitivité internationale. Smith et Deger (1983) affirment que dans tous les cas de figure (haut, moyen ou faible revenu par habitant), les effets des dépenses militaires sont toujours négatifs sur les économies nationales.

Cependant, pour Browne (1988), un examen attentif de l'économie américaine ne donne pas vraiment d'indications claires concernant la responsabilité des dépenses militaires sur la faible productivité des industries américaines, car elles n'exercent que peu d'effets d'éviction technologique et d'emplois. Une récente étude (Alexander,1990), à partir d'un modèle sectoriel distinguant les exportations, la défense, les dépenses gouvernementales et le reste de l'économie estime que les dépenses militaires exercent des effets d'éviction entre ces secteurs, mais que le résultat global n'indique pas une relation nécessairement négative sur la croissance à la suite d'une augmentation des dépenses militaires, même si le secteur militaire s'avère, au demeurant, moins productif et moins économiquement efficace que les autres secteurs. Cette analyse nous laisse supposer que les effets négatifs des dépenses militaires sur l'économie nationale peuvent difficilement être analysés à court terme; ils éroderaient peu à peu les bases fondamentales de l'économie, principalement en limitant sa compétitivité.

Pour Deger & Sen (1987), la relation dépenses militaires/croissance économique prend trois formes principales : les retombées, les effets d'éviction et la mobilisation de nouvelles ressources. En fait, les effets des dépenses militaires sur la croissance économique sont transmis par quatre canaux principaux, à savoir la réduction éventuelle de l'investissement, les effets de substitution de la main d'oeuvre (notamment qualifiée), l'application d'une technologie militaire moins respectueuse des règles économiques de rentabilité et l'accroissement de la demande effective. Les effets expansionnistes des dépenses militaires ont souvent été mis en exergue. En situation de sous-emploi, les dépenses militaires relancent l'économie, mais en même temps, à plus long terme, elles créent des effets d'inertie susceptibles de contrarier la croissance future. D'autres dépenses seraient envisageables pour lutter contre la récession. Si l'augmentation des dépenses militaires est susceptible de favoriser la croissance économique, elle n'engendre pas nécessairement les effets cumulatifs propres au développement économique. S'il est possible d'utiliser l'infrastructure militaire à des fins civiles, il est

audacieux de penser que cette situation est optimale (Chatelus, 1982). Il est d'ailleurs paradoxal de constater que les économistes ont parfois expliqué la croissance de l'Allemagne et du Japon de 1930 à 1940 par l'effort d'armement et le miracle économique de ces deux mêmes pays depuis la dernière guerre mondiale par la faiblesse de leurs dépenses militaires. Il faut bien admettre qu'il existe des arguments bien plus essentiels pour justifier ces deux périodes. Par contre, pour les petits pays non producteurs d'armement, les dépenses militaires d'importation limitent les réserves de devises rares, elles prennent le pas sur les importations productives, elles conduisent à un endettement. Si cet effort militaire est financé par une aide internationale, les coûts de substitution demeurent. Dans ces conditions, de manière directe, les dépenses militaires exercent un effet très défavorable sur la croissance économique. Pour les pays en voie de développement, les dépenses militaires redistribuent le capital disponible pour l'investissement, il absorbe des ressources qui peuvent toutefois accroître la demande intérieure et provoquer des retombées de modernisation. Selon Deger (1986), un point de pourcentage de réduction des dépenses militaires accroît d'un tiers de point la croissance économique et annule totalement le besoin de capital extérieur des Pays les Moins Avancés. La compétitivité de l'économie est accrue, avec une réduction du déficit de la balance commerciale. En outre, dans le cas d'un revenu réel très faible, l'effet des dépenses militaires sur la croissance est négatif. Pour les revenus moyens, elle est positive et pour les pays à revenus élevés, elle redevient négative. La relation prend la forme d'un U inversé.

Tableau n° - Effet des dépenses militaires sur la croissance économique selon le niveau de développement (Deger, 1986)

Niveau de développement	Canaux de l'effet croissance des dépenses militaires	Effet net
Faible	Redistribution des ressources	Négatif
	Modernisation	Positif
Moyen	Redistribution des ressources	Négatif
	Modernisation	Positif
	Progrès technique	Positif
	Accaparement de capacité	Négatif
	Création de demande	Positif
Elevé	Progrès technique	Positif
	Accaparement de capacité	Négatif
	Création de demandes	Positif

Pour Scheetz (1991), les analyses économétriques sur l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le Pérou montrent un impact clairement négatif des dépenses militaires sur la croissance économique pour les quatre pays. Les analyses économétriques apparaissent relativement démunies pour fournir des informations indubitables sur l'existence de la relation négative ou positive considérée. L'effet final des dépenses militaires sur la croissance économique dépend de la combinaison fonctionnelle de plusieurs paramètres touchant notamment ses variables explicatives, à savoir l'investissement, la

consommation, la balance des paiements, l'inflation ou le chômage (Tinbergen, 1993).

B) L'investissement

L'hypothèse d'une relation négative entre investissement et dépenses militaires est assez ancienne, puisqu'elle avait déjà été énoncée par Pigou. Williamson (1983) a montré que le fardeau des dépenses militaires des guerres napoléoniennes a provoqué une réduction sensible de l'investissement en Grande-Bretagne. La plupart des études économétriques, souvent limitées d'ailleurs à des formes réduites, conduisent à vérifier empiriquement cette hypothèse (Pryor, 1968; De Grasse, 1983; Smith, 1980; Faini, 1984; Fontanel, 1980; Deger, 1986; Percebois, 1986) et de lui appliquer trois explications, à savoir l'effet d'éviction, les objectifs de la consommation sociale et les contraintes de la capacité industrielle.

- Les impôts nécessaires au financement des dépenses militaires dépriment la demande privée et diminuent le profit espéré de l'investissement. Les dettes éventuelles liées au financement de l'effort de défense conduisent à une augmentation des taux d'intérêt et favorisent donc une récession de l'investissement privé. Enfin, l'effort de défense réduit ou retarde les autres programmes gouvernementaux qui dépendent souvent d'une décision discrétionnaire. Pour Findlay & Parker (1992), un accroissement des dépenses militaires américaines provoque un accroissement significativement plus grand sur les taux d'intérêt que les autres dépenses publiques civiles. L'effet d'éviction peut être réduit quand le gouvernement modifie le montant ou le contenu de ses dépenses en faveur des dépenses civiles publiques ou privées. Ces effets d'éviction sont incontestables, mais ils jouent dans des registres différents dans le temps et dans l'espace.

- Les achats militaires sont spécialisés dans certaines industries spécifiques comme l'aéronautique, la construction navale ou l'informatique, secteurs typiquement de biens de production. Si la demande militaire devient prioritaire, ces industries ne peuvent plus fournir la demande civile des biens de capital, notamment dans les périodes de réarmement rapide. Dans ces conditions, les dépenses militaires créent des goulots d'étranglement qui réduisent les possibilités de fourniture de l'investissement et provoquent des tensions inflationnistes. Pour Gansler (1982), l'industrie aéronautique américaine a connu des goulots d'étranglement importants à la suite de la politique de redéploiement militaire décidée par Reagan.

- L'objectif de consommation sociale pose le problème du partage des ressources de la société entre aujourd'hui et demain. La consommation privée ou publique comme la santé sont des "concernements" du présent, alors que les dépenses militaires, sauf en période de conflit avéré, ne produisent pas de bénéfices immédiats et constituent donc des biens "d'avenir". Les priorités civiles privées peuvent ne plus correspondre aux priorités gouvernementales (Hartland-Thunberg, 1988). Les sociétés ont un objectif de consommation sociale relativement stable, une part fixe du revenu étant consacrée au présent. A l'intérieur de cette part et indépendante de celle-ci, il existe une répartition entre biens publics et biens privés. Les ajustements ne peuvent se faire qu'à l'intérieur de la part consacrée à l'investissement (représentatif de l'avenir) et à la consommation (représentative du présent). Il est donc possible de substituer consommation publique et consommation privée d'une part et dépenses militaires et investissement d'autre part, les substitutions entre les deux groupes s'avérant limitées. Cette dernière analyse est intéressante, car elle peut expliquer pourquoi la relation de substitution entre

investissement et dépenses militaires ne fonctionne pas toujours. Dans le cas où l'effort économique de défense est perçu comme un besoin présent, fournissant des profits immédiats ou répondant à une urgence, les dépenses militaires se substituent alors à la consommation globale. C'est donc l'imminence du danger et sa perception nationale qui détermine la qualité de la substitution entre dépenses militaires et investissement.

Quatre facteurs peuvent donc infirmer cette relation, à savoir l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense, la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure), le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement) et l'existence d'une forte industrie d'armement. Comme le souligne Schultz (1981), si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut se déterminer pour une réduction de sa consommation. Si actuellement, l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude de l'Etat, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues essentiellement à la disponibilité d'informations stratégiques différentes. Cela permet de justifier l'analyse de Boulding (1973) montrant qu'aux Etats-Unis, pendant la période 1929-1969 les dépenses militaires se sont faites au détriment des dépenses de consommation personnelle, alors que l'investissement brut ne subissait qu'un léger déclin. Cette analyse est confortée par les études de Russett (1970) et Weidenbaum (1990). Et ce d'autant plus que l'industrie d'armement américaine exerçait des effets de domination certains sur l'ensemble des pays industrialisés. Enfin, l'analyse de Looney (1988) confirme l'hypothèse selon laquelle les industries d'armement peuvent bénéficier d'un accroissement des dépenses militaires, provoquant ainsi des effets positifs sur l'investissement des pays en voie de développement. Cette analyse reste cependant contestable d'un point de vue méthodologique. Pour les pays les moins avancés, la mise en place d'une infrastructure, la modernisation des pensées, la formation au sentiment national et à l'intérêt collectif propres à la militarisation des économies permettent de lutter contre l'absorption des capacités de production et d'innovation (Deger, 1986). Il n'empêche que les effets des dépenses militaires doivent être analysés plus finement en tenant compte de la nature des dépenses (personnel, conscription, opérations courantes, R&D, investissement) et du fournisseur (entreprise nationale, multinationale, étrangère). Face à l'incontestable improductivité des dépenses militaires, il est difficile de concevoir, au moins en termes de coûts d'opportunité, que les dépenses militaires constituent le meilleur investissement possible pour le développement économique, sauf éventuellement en cas de conflit.

C) L'emploi

Il n'y a pas vraiment de consensus sur cette question. Pour Anderson (1975), Bezdek (1975), Boulding (1979), Smith (1978), de Grasse (1983), Szymanski (1973), Fontanel & Smith (1975), Anderson, Frisch & Oden (1986), les dépenses militaires exercent des effets plutôt négatifs sur l'emploi. Cependant, les conclusions générales ne sont pas satisfaisantes. Si l'augmentation des dépenses militaires s'applique principalement aux dépenses de personnel, il est probable que l'effet attendu peut être plutôt positif dans la lutte contre le

chômage, au contraire d'une augmentation des dépenses militaires de capital. L'élargissement de la conscription est de nature à réduire, à court terme, le sous-emploi. A long terme, cette décision peut limiter le potentiel de développement, notamment si des effets d'éviction apparaissent, conduisant des personnels qualifiés à abandonner provisoirement le secteur productif ; dans ces conditions, elle peut conduire à un accroissement du chômage. Cependant, Aben (1981) et Richards (1991) montrent qu'une réduction drastique des dépenses militaires conduit inéluctablement à un accroissement du chômage, au moins à court terme et pour certaines industries, avec les pertes sociales non négligeables des réductions de salaires, des retraites anticipées et des régions sinistrées et la nécessité d'encourager de nouveaux investissements et de favoriser le recyclage des personnels. Cette hypothèse est partiellement contestée par Smith et Dunne (1987) qui estiment que cet effet négatif ne joue que si aucune dépenses publiques complémentaires ne se substituent à la réduction des dépenses militaires. Ces mêmes auteurs (1990), à partir d'un modèle macroéconomique dynamique simple d'équations réduites sur les Etats-Unis, le Royaume-Uni et 11 pays de l'OCDE concluent que la part des dépenses militaires dans le produit national n'a pas d'influence significative sur le taux de chômage. Ceci permet de conclure qu'une analyse de l'emploi n'implique pas une réflexion spécifique sur les dépenses militaires, mais aussi qu'une procédure de désarmement ne peut pas être associée systématiquement à une augmentation du taux de chômage.

Pour Adams & Gold (1987), le nombre d'emplois créés par les dépenses militaires n'est pas un bon indicateur de l'impact sur le marché de l'emploi de l'effort de défense. Celui-ci crée des emplois dans certaines régions, pas dans d'autres, à des niveaux de spécialisation ou de qualifications particuliers, dans certains secteurs ou industries, en faveur de quelques firmes. Il exerce d'abord des effets de substitution, qui auront des effets à long terme difficiles à mesurer. En fait, il est plutôt intéressant de s'interroger sur les régions et les secteurs dans lesquels les emplois seront créés et au profit de qui ? De manière plus générale, il n'est donc pas possible d'analyser les conséquences économiques des dépenses militaires sur l'emploi si l'on ne tient pas compte de plusieurs variables explicatives :

- existence d'une conscription,
- importance des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital,
- niveau des salaires des militaires par rapport au secteur civil,
- production nationale d'armements,
- nature des emplois de cette industrie,
- conjoncture de sous-emploi ou de plein-emploi.

Si l'on se réfère aux seules dépenses publiques, il apparaît clairement que les dépenses militaires "produisent" moins d'emplois que le système éducatif. Cependant, ces deux dépenses ne satisfaisant pas les mêmes objectifs, cette réponse ne constitue qu'une indication très générale, de portée explicative a posteriori d'une situation, étant entendu que certaines valeurs sociales, comme l'égalité, la justice, la légitimité ou la sécurité dépassent les prétentions impérialistes de l'économiste dans les choix collectifs. Pour Aben et Daures (1993), d'un point de vue strictement économique, les dépenses d'éducation sont préférables, en termes d'emplois créés, aux dépenses militaires, sauf si elles s'appliquent aux dépenses d'équipement. La reconnaissance du caractère faiblement créateur d'emplois des dépenses militaires ne doit pas avoir cependant de valeur "normative".

D) L'inflation

Cette analyse suppose deux types de réflexions, le premier tenant compte de l'évolution propre des prix du secteur militaire, le second insistant sur les effets macroéconomiques d'une variation des dépenses militaires.

- Le premier effet est d'ordre plutôt inflationniste dans les pays producteurs d'armement (cost-push inflation). Skons (1983), Boulding (1979), Gansler (1980), Dussauge (1985), Adam & Gold (1987), Aben & Maury (1987) considèrent que les prix militaires tendent à augmenter plus rapidement que les prix des produits civils. Cependant, si l'analyse de certains produits montre à l'évidence des dérapages importants, l'inexistence et/ou le secret qui prévalent concernant les indices de prix militaires ou leur modalité de calcul ne permettent guère des conclusions quantitatives satisfaisantes.

- Le second effet est plus controversé. Il dépend aussi des conditions économiques de plein ou de sous-emploi, des capacités productives des industries d'armement, de l'importance de l'effort de défense exigé dans un court laps de temps, de l'évolution des rémunérations des militaires dans la société, de l'importance sociale des militaires, etc... Pour Lester Thurow (1982), l'effort de défense des Etats-Unis ne pouvait être financé que par un déficit important du budget public, contribuant à une grande instabilité des marchés financiers et au développement des tensions inflationnistes. Cette situation peut être soit à l'origine d'une "épargne forcée", soit l'expression de consommations ostentatoires. Dans l'ensemble, les dépenses militaires semblent attiser les tensions inflationnistes. Cependant, pour la France, cette relation fait l'objet de contestations, entre ceux qui considèrent qu'elle favorise l'inflation (Percebois, 1986; Fontanel, 1981; Hébert, 1993) et ceux qui, à l'instar des études engagées pour le Royaume-Uni (Starr, Hoole, Hart & Freeman, 1979), arguent l'absence d'un indice des prix de la défense et les difficultés d'estimation du coût du progrès technique inclus progressivement dans les armes, pour considérer que cette relation n'est pas clairement établie.

Les situations économiques concrètes sont trop différentes dans le temps et dans l'espace pour affirmer comme une règle ou une fatalité une relation nécessairement positive entre l'augmentation des prix et l'essor des dépenses militaires. Par contre, en règle générale, un rapide réarmement provoque inéluctablement une inflation. La question de l'impact d'un désarmement sur l'inflation n'a pas vraiment été étudiée, mais il n'est pas évident que des effets symétriques à l'accroissement des dépenses militaires soient obtenus.

E) La balance des paiements

Deux aspects de l'impact de l'effort militaire national sur la balance des paiements doivent être étudiés: d'une part, les exportations ou importations d'armes jouent un rôle important dans l'équilibre de la balance des paiements, et d'autre part, les effets macroéconomiques de l'effort de défense influencent les transactions commerciales et financières internationales. Si le pays est importateur d'armes, les importations d'armes détériorent la situation des transactions internationales. S'il est exportateur, il faut comptabiliser les importations induites des consommations intermédiaires et les décalages de temps entre le paiement des dettes et celui des créances, time-lag essentiel qui peut déstabiliser la monnaie nationale. En tout état de cause, selon Looney (1988), les pays producteurs d'armement du Tiers-Monde réduisent leurs importations d'armes, ce qui justifie la politique d'import-substitution.

- Si l'Etat importe tous ses achats d'armes, sa balance commerciale subit alors un effet négatif de l'effort de défense, au moins à court terme. En fait, la proposition économique devrait tenir compte des avantages comparatifs ou de la dotation des facteurs de production, étant entendu qu'en ne produisant pas

ses propres armes et en se spécialisant dans d'autres activités plus rentables, le pays peut alors améliorer la situation de sa balance commerciale. La dépendance du récipiendaire est multiple. Elle dépend de la perception de la menace, du degré d'autonomie des achats d'armement, de la capacité à initier ou à augmenter la production nationale d'armes, de la diversification de la fourniture d'armes, de la disponibilité de sources alternatives d'achats, de la confiance accordée aux fournisseurs étrangers en matière de pièces détachées, du degré d'entraînement et de maintenance de l'auto-suffisance. Il est vrai cependant qu'en cas de réduction concertée des dépenses militaires, ceteris paribus, les pays importateurs sont les principaux bénéficiaires à court terme, sauf si leurs importations étaient liées à des exportations nationales par un accord intergouvernemental. Une étude économétrique récente (Pearson, 1989) a mis en évidence les variables explicatives des importations d'armes selon les zones géographiques, en testant les cinq hypothèses suivantes : les caractéristiques nationales (superficie, population, par exemple), gouvernementales (Etat militaire ou démocratie), militaires (comme les budgets de la défense), économiques (comme le degré de richesse ou le niveau de commerce) et internationales (comme les conflits internationaux dans lesquels ces régions ont pu être engagées). De manière générale, les considérations militaires dominent l'explication de la détermination des importations d'armes (spécialement le niveau des dépenses militaires), ainsi que les effets d'inertie qui mettent en évidence un véritable marché avec des clients et des vendeurs, quasi-quotidiennement en négociation. Brzoska (1983) montre que le montant de la dette des pays du Tiers-Monde serait de l'ordre de 20 % moindre en l'absence d'importations d'armes. Un effort de désarmement serait susceptible éventuellement de réduire cette liaison dangereuse, même si à court terme il y a toujours le risque qu'une entreprise d'armement cherche à revendre des surplus que les pays développés, bridés par des accords internationaux, seraient amenés à négliger. Enfin, pour Hartley & Martin (1993), si la coopération militaire internationale conduit à des réductions de coûts et à des économies d'échelle, il n'est pas évident que ces projets soient plus compétitifs que leurs rivaux nationaux.

- Par contre, les exportations d'armes permettent de développer des effets d'apprentissage, d'améliorer les économies d'échelle, d'appliquer sur de plus grandes séries les coûts fixes ; elles constituent une composante active de la politique extérieure et de la politique de défense qui établit des solidarités qui se développent, tant au plan militaire qu'au plan commercial. Ces exportations ressemblent souvent à un soutien au système politique en place. Cependant, les exportateurs d'armes doivent tenir compte des importations de consommations intermédiaires, des délais de paiement ou des non-paiements, des influences des décalages entre la livraison et la contrepartie financière sur les taux de change et la position compétitive de l'économie nationale. L'exportation n'est pas nécessairement une activité lucrative pour les pays industrialisés (Smith, Humm, Fontanel, 1985, Chesnais, 1991) et elle ne réduit pas l'effort national d'armement, malgré les éventuelles économies d'échelle dont semblent plutôt bénéficier les importateurs. Les industries d'armement ont de faibles effets d'industrialisation, du fait des faibles retombées des technologies militaires et de la difficulté des marchés d'exportation (Fontanel, 1993). L'examen des formes d'achats montre que les arguments économiques en faveur de la protection des industries nationales d'armement sont assez contestables.

- Pour Thurow (1981), Melman (1974) ou Rothschild (1973), les dépenses militaires réduisent la compétitivité industrielle et elles favorisent le déficit

commercial. Adams & Gold (1987) estiment même que les dépenses militaires étant de manière inhérente inflationnistes, elles ne peuvent que fragiliser la compétitivité des entreprises américaines et provoquer une dégradation de la balance commerciale. Dans ces conditions, le marché international de l'armement serait alors moins encombré. Il est maintenant avéré que les industries d'armement ont de faibles effets industrialisants, notamment parce que les retombées des technologies militaires sur les secteurs civils sont relativement limités et que la guerre de l'exportation d'armes est probablement aussi coûteuse pour la collectivité que profitable pour les multiples intermédiaires (Schmidt, 1984). Pour Looney (1988), les pays en voie de développement exportateurs d'armement s'en sortent mieux que leurs homologues importateurs, notamment grâce à une amélioration de leur balance commerciale. Enfin, selon Olszewski & al.(1993), il n'existe pas de relation causale à long terme entre les dépenses militaires réelles et les taux de change réel du dollar, même s'il faut introduire deux facteurs d'intervention possible, à savoir le rôle des importations et exportations d'armes sur la stabilité de la balance des paiements et l'influence des effets macroéconomiques de l'effort de défense sur le commerce international et les transactions financières. Il est bien difficile de tirer des conclusions définitives de l'impact des dépenses militaires sur un solde commercial qui subit des influences aussi diverses qu'opposées.

F) Recherche-développement militaire

La recherche-développement militaire représente plus du tiers de la R&D civile aux Etats-Unis. Avec un demi-siècle d'une pratique quasi constante d'effort en faveur de la R&D militaire et spatiale, c'est l'équivalent de près de 20 ans de R&D civile qui a été ainsi sacrifiée par le gouvernement américain. La question de savoir quelle est l'importance de ce gaspillage dans la perte de compétitivité de l'économie américaine a été largement débattue. Mary Kaldor (1982) avait parlé de technologie baroque, parce que les armes avaient un tel degré de sophistication qu'elles ne pouvaient exercer que des effets néfastes directs ou indirects sur la technologie civile. Cependant, pour Browne (1988), il y a peu d'indications permettant de conclure que les dépenses militaires exerceraient un effet pernicieux sur l'innovation américaine ; mais aucune relation ne peut non plus être établie sur la question des retombées à court terme de la technologie militaire sur son homologue civile. En complément, Weidenbaum (1990) considère que la croissance de la R&D militaire ne vient pas en concurrence avec la R&D civile, les deux secteurs fonctionnant indépendamment l'un de l'autre. Il n'y a donc pas de substitution financière des sommes affectées à l'un ou à l'autre. Cette présentation reste cependant ambiguë. Il existe de nombreuses relations entre la technologie militaire et la technologie civile, la première utilisant naturellement les résultats de la seconde, alors que la seconde, limitée par le secret et par l'écart considérable qui existe entre des produits très sophistiqués, fabriqués en petite série, n'est influencée qu'indirectement, par les grandes décisions prises par l'Etat dans les filières principales de la recherche fondamentale. Ainsi, si le choix gouvernemental se porte sur l'arme nucléaire, les deux secteurs bénéficieront de l'énergie atomique, mais le secteur civil verra ses propres choix en matière d'énergie limités par l'importance des contrats de recherche affectés au nucléaire. Pour Buck (1993), la R&D militaire a des effets très controversés. En l'absence d'une relation causale négative entre la R&D civile et la R&D militaire, il doit y avoir une action politique visant, en cas de désarmement, à utiliser les compétences du secteur militaire dans le domaine civil.

Cependant, les arguments avancés pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents, entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la recherche-développement militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus de militarisation de l'économie (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation) considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manquerait pas de favoriser, à terme, les noirs desseins des adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal). Ces ambiguïtés analytiques s'expliquent par la diversité des situations sectorielles, régionales, nationales, temporelles des relations nécessairement étroites entre les technologies militaires et leurs homologues civiles. Parce que la rationalité militaire n'a a priori aucune raison d'être en phase avec la rationalité économique, dans un univers de rareté, les coûts d'opportunité peuvent s'avérer très élevés, notamment en modifiant les conditions de réalisation de l'optimum économique en ajoutant des contraintes supplémentaires (Fontanel, 1989).

G) Le développement

L'idée du développement dépasse celui de la croissance. Il introduit aussi l'idée d'irréversibilité du bien-être ou d'essor de "l'entitlement" (Sen, 1983). La question est de savoir si un effort militaire prolongé ne freine pas le développement économique. Les expériences récentes de l'URSS et des Etats-Unis comparées à celles du Japon et de l'Allemagne semblent fournir une réponse, qui n'est cependant pas aussi claire qu'elle n'apparaît a priori. Pour Deger (1986), il existe une relation négative entre le développement socio-économique et l'influence militaire, même si cette hypothèse de base n'est pas toujours soutenue par des études économétriques trop simplificatrices. Il existe à l'heure actuelle quatre grandes actions économiques de développement: la recherche des avantages comparatifs par une libéralisation du commerce, le développement fondé sur les exportations, l'essor des industries industrialisantes ou la politique d'import-substitution.

- La libéralisation du commerce n'ouvre guère de possibilités pour les pays en voie de développement d'accéder à une industrie d'armement autonome de pointe. D'après les théoriciens libéraux, l'ouverture des frontières économiques promeut également le progrès économique et social et favorise la paix. Chaque pays doit se spécialiser dans les produits dans lesquels son avantage-coût est satisfaisant. Il est inutile de produire des armes pour elles-mêmes, car le marchand et le producteur doivent supplanter le guerrier. La production des armes nécessaires pour la sécurité doit être localisée dans le pays des Alliés qui dispose du meilleur avantage comparatif. La théorie du cycle des produits de Vernon (Fontanel & Saraiva, 1976) souligne la transformation progressive du paysage économique mondial, marquée par la tendance irréversible du mouvement de certains secteurs industriels des pays développés vers les pays en voie de développement. Dans sa première phase, le produit nouveau est fabriqué dans les pays développés qui sont les lieux privilégiés de la recherche scientifique et technique et qui sont les principaux acheteurs. Le produit mûr est mieux connu, sa demande s'accroît considérablement du fait de la diffusion de la technologie et de l'apparition de nouveaux concurrents. L'internationalisation du produit se développe et elle crée les conditions de fabrication du produit standardisé, qui est caractérisé par une bonne connaissance des procédés de fabrication et leur

simplification. Si le produit a un fort input travail, si l'élasticité-prix de la demande est élevée et si le coût de transport est faible, les pays en voie de développement peuvent alors s'imposer sur le marché. Ces produits ont même vocation à dériver vers la périphérie. Les productions d'armes traditionnelles faiblement évolutives, dénuées de secrets militaires ou de technologies sophistiquées sont susceptibles de suivre le cycle de Vernon. Cependant, dans cette perspective, les pays en voie de développement ne peuvent pas seuls assumer la production des armes nécessaires à leur sécurité et leur production répond surtout à des considérations purement économiques, sur des produits militaires banalisés. La Grande-Bretagne de Mrs Thatcher accepte ces nouvelles contraintes, mais elle subit aussi, dans le court terme, des difficultés économiques supplémentaires et certainement une perte de contrôle de sa propre défense (Dunne & Smith, 1991). Si un ou deux pays s'avéraient les plus compétitifs dans ce secteur, il est probable qu'au bout de quelques années de quasi-monopoles, ils utiliseraient progressivement ce pouvoir pour asservir l'ensemble de leurs clients. L'industrie d'armement n'est pas une activité comme une autre, elle met en cause la sécurité et la liberté.

- La politique d'import-substitution cherche à substituer les importations par une production interne. A l'origine, il s'agissait d'assurer la fabrication des biens intermédiaires et de consommation durable importés. Cette théorie est simple dans son principe : puisqu'il existe une demande intérieure, il faut produire localement ce que l'on achète à l'étranger. Ainsi, la recherche d'un développement endogène s'oppose aux théories libérales fondées sur les avantages comparatifs et les dotations de facteurs. Au début des années 70, des accords de fabrication d'armes sous licence se sont multipliés. S'il est vrai que la production d'armes favorise les industries nationales en amont, elle permet aussi la pénétration du capital étranger et la transnationalisation des industries militaires. Cette politique est pourtant supposée économiser des devises rares. Les achats de matériels militaires à l'étranger grèvent lourdement la balance commerciale; ils sont parfois à l'origine d'un déficit qui peut avoir des conséquences douloureuses par ses effets sur la spéculation, la détérioration des termes de l'échange et l'apparition d'effets cumulatifs aggravant ces déficits et les tensions inflationnistes. Cependant, l'industrie d'armement ne promeut pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret militaire et de la désarticulation des économies. Elle peut conduire à une augmentation des coûts très importante, à une dépendance pour les consommations intermédiaires et les brevets, à une coupure entre le secteur militaire protégé et un secteur civil en situation de concurrence, à des effets d'éviction, notamment au niveau de l'emploi et du capital financier au profit des activités militaires, etc. L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une Alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - généralement technologiquement en voie de dépassement - pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués, que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

- La stratégie de développement par les exportations est très dangereuse lorsqu'elle s'applique au domaine militaire. La balance commerciale n'est pas nécessairement bénéficiaire, au moins dans un premier temps, car il faut tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux (plus de 30 % des prix des matériels militaires exportés de la France), de la compétitivité des prix des armes nationales par rapport à leurs homologues étrangères (sous peine de substituer provisoirement un déficit de la balance commerciale par un déficit budgétaire ou par une redistribution des dépenses publiques), des décalages de temps (un achat à l'étranger se paie rarement comptant, au contraire des importations de composants des matériels militaires qui peuvent constituer des goulots d'étranglement inacceptables). L'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique. L'exportation des armes est souvent considérée comme une activité très lucrative, bien que peu d'études spécifiques aient été réalisées sur ce point. En fait, cette fonction semble assez mal remplie depuis quelques années. En effet, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs et parfois elles n'impliquent pas toujours des transactions monétaires inverses, notamment pour les pays fortement endettés ou en voie de développement ; en outre, certains matériels sont parfois vendus moins chers à l'étranger qu'à l'Armée nationale et il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange. Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence. Il faut rappeler que les biens militaires ont une nature très particulière de destruction. Enfin, une décision de désarmement serait alors très dommageable pour l'ensemble de l'économie nationale. Dans ces conditions, l'application des politiques d'import-substitution ou d'application du principe des économies industrialisantes serait évidemment plus réduite et les retours sur investissements ne manqueraient pas d'être suffisamment préoccupants pour provoquer des problèmes graves de survie et de conversion des firmes (souvent d'ailleurs nationalisées).

- Les industries d'armement comme industries industrialisantes ou pôles de développement est une idée fort développée au Brésil et en Inde. Le développement économique doit se réaliser par l'intermédiaire d'investissements moteurs, car il est impossible, au départ, de réaliser un développement harmonisé et équilibré. Il convient donc d'investir dans les activités qui ont des effets d'entraînement par des séquences d'investissements induits, qui assurent une complémentarité verticale et/ou horizontale de l'industrie nationale. L'efficacité d'un investissement se mesure par ses effets induits d'entraînement. Dans ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de développement soit par l'effet d'approvisionnement (backward linkage effect) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet débouché (forward linkage effect) qui touche les secteurs en aval. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Cependant, ces effets d'entraînement ne sont pas décisifs pour le développement, car le risque d'obsolescence est considérable dans une économie déjà faiblement innovatrice, le risque de l'exportation pour atteindre les économies d'échelle convenables est considérable, sauf pour les

produits assez faiblement moteurs, le risque de pénétration des capitaux étrangers n'est pas négligeable et les industries militaires sont fortement consommatrices de capital, facteur de production rare pour les pays du Tiers-Monde. La politique de l'import-substitution - c'est-à-dire de création d'une offre nationale correspondant à une demande interne exprimée sur des produits d'importation - peut alors être choisie pour promouvoir l'offre industrielle intérieure. Les productions d'armement conduisent à une militarisation de l'économie et elles réduisent les potentialités du désarmement. Il est incontestable que des pans entiers des industries nationales peuvent connaître rapidement une récession si des commandes civiles ne viennent pas rapidement se substituer aux commandes militaires, mais il est aussi logique d'attendre que des effets positifs apparaissent avec le désarmement, peut-être dans d'autres secteurs ou dans d'autres régions. Dans ces conditions des effets d'entraînement peuvent, à terme, réduire ces difficultés et provoquer un développement économique nouveau. C'est probablement une des raisons qui a conduit l'Union Soviétique à souhaiter aussi ardemment une pause de la course aux armements. M. Mikhaïl Gorbatchev a développé cette idée en affirmant que le développement et les rapports internationaux sont altérés par la course aux armements et la militarisation du mode de pensée. Dans le cadre d'une économie planifiée, les reconversions ne semblent guère poser de problèmes importants à court terme, compte tenu à la fois de l'urgence des actions à entreprendre pour relancer l'économie et des activités civiles de la plupart des industries d'armement. En effet, la moitié de l'acier, le quart du matériel ferroviaire et plus d'un cinquième des biens de consommation de l'Union Soviétique sont produits par le secteur militaire (Cooper,1988).

Pour les pays du Tiers-Monde producteurs d'armement, la façon dont sera vécue l'existence d'un capital technique et humain rendu obsolète par une décision politique et une situation internationale nouvelle, alors même qu'un lourd investissement aura déjà été engagé dans ce secteur, sera révélatrice des intentions des pays en voie de développement et peut-être même, de manière plus large, des réelles potentialités d'un désarmement durable. En outre, la conversion des activités militaires en activités civiles sur le site industriel même s'avère souvent particulièrement délicate, compte tenu de l'inadaptation des équipements aux contraintes de la demande civile qui implique un compromis entre les caractéristiques techniques et leur coût. Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement, l'économie de ressources rares et les effets industrialisants. Les analyses des politiques d'import-substitution ou des effets industrialisants ne sont pas très optimistes à ce propos. Les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les pays en voie de développement (Brauer,1991).

Bibliographie

- Aben, J., Fontanel, J. (1990), Economie de la défense, Ares "Défense et sécurité 1990/4, Grenoble
- Aben, J. (1992), *Economie politique de la défense*, Cujas, Paris.
- Atesoglu, S., Mueller, M.J. (1990), Defence spending and Economic growth, *Defence Economics* 2(1).
- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University, Princeton.
- Ball, N. (1988), *Security and economy in the Third World*, Princeton University Press, Princeton.
- Barker, T., Dunne, P., Smith, R. (1991), The peace dividend in the United Kingdom, *Journal of Peace Research*, Vol. 28.
- Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 34.
- Bouthoul, G. (1981), *Sauver la guerre*, Grasset, Paris.
- Brandt, W. (1988), *La folie orchestrée. La course aux armements et la faim dans le monde*, Economica, Paris.
- Brito, D, Intriligator, M. (1987), Arms race and the outbreak of war. In *The Economics of Military Expenditures*, McMillan, London.
- Cappelen, Gleditsch, Bjerholdt (1984), Military Spending and Economic Growth in the OECD Countries, *Journal of Peace Research*, 4.
- Cars, H.C. and Fontanel, J., 1987. Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan, London.
- CBO (1983), *Defense spending and the economy*, CBO Study, Washington.
- Chan, S., Mintz, A. (1991), *Defense, Welfare and Growth*, Unwin Hyman, Boston.
- Chatelus, M., Fontanel, J. (1993), Dix grands problèmes économiques contemporains, Economie en Plus, PUG, Grenoble
- Chatterji, M., Forcey, L.R. (1992), *Disarmament, Economic conversion and Management of Peace*, Praeger, New York.
- Chatterji, M. (1993), Notes sur les techniques d'analyse applicables à l'économie de la paix, *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.
- Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile* (Vol. 19). Fondation pour les études de défense nationale.
- Deger, S., West, R. (1987), *Défence, Security and development*, Frances Pinter, London.
- De Grasse, R.W. (1983), *Military Expansion, Economic Decline*, Sharpe Inc. Armonk, NY.
- Faini, R., Annez, P., Taylor, L. (1984), Defence spending, Economic Structures and Growth : Evidence among countries and over time. *Economic Development and Cultural Change*, 32(3). April.
- Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*.
- Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, novembre.
- Fontanel, J. (1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations, New York.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.
- Fontanel, J., Smith, R.P. (1985), L'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, N° Spécial, Grenoble.
- Fontanel, J. (1985) L'intérêt d'un fonds international de désarmement pour le développement (Note), *Études internationales* 16 (3), 561-573.
- Fontanel, J. (1986), The international disarmament fund for development, *Disarmament* 9(1). UNO.
- Fontanel, J., Saraiva JD, (1986) Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes polémologiques*.
- Fontanel, J. (1990), L'économie du désarmement, *Stratégique*, n°47. 3/90
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.
- Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics*, 4(1).
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, *Arès, Défense et Sécurité*.
- Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome, in « *Economistes de la Paix* », Presses Universitaires de Grenoble, PUG,
- Hartley, K. (1991), Aspects économiques du désarmement, in *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.
- Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of the Great Powers*. Random House.
- Looney, R.E. (1988), *Third World Military Expenditure and Arms Production*, McMillan Press, London.
- Melman, S. (1974), *The permanent war economy : American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.
- Olson, M., Zeckhauser, R. (1986), An economic theory of alliances. *Review of Economics and Statistics* 48(3).
- SIPRI Yearbook (1985 à 1992), *World armaments and disarmament*, Taylor and Francis
- Smith, D, Smith, R. (1983) *The Economics of Militarism*, Pluto Press, London.
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research*, 2(3).
- Smith, R. (1989), Models of Military Expenditure, *Journal of Applied Econometrics*.
- Thorsson (1984), *In pursuit of Disarmament Conversion from military to civil production in Sweden*, Commentary, January.
- Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.
- UNIDIR (1992), *Economic aspects of disarmament*, UNIDIR Newsletter 10.
- UNIDIR (1992), *Aspects économiques du désarmement : le désarmement comme investissement*, ONU, A/47/346, Août.
- USACDA (1985 à 1992), *World military expenditures and arms transfers*.
- Ward, M., Davis, D.R. (1990), *Economic Growth and Military Spending in the United States 1952-1988*. National Science Foundation, WPO-90-05. Boulder.